



**M**ONTPELLIER 2020

## *La lettre de*

### *« Sursaut »*

**Mars 2017, n°45**

#### **Qu'est-ce que se revendiquer de « gauche » ?**

A l'approche de la dernière étape de la présidentielle, il serait urgent que les divers candidats se réclamant « de gauche » puissent nous aider à répondre à cette question qui alimente les débats politiques et envahit les espaces médiatiques. Cette revendication d'appartenance qui devrait constituer la valeur commune la plus sûre pour cimenter l'union de tous ceux qui s'en revendiquent semble au contraire les diviser de façon irrémédiable. Ils se révèlent incapables de nouer l'union qu'avaient réussie à

réaliser en 1981 les différents partis d'alors autour de la candidature de François Mitterrand. Aujourd'hui, c'est en son nom que les candidats se divisent et nous prennent à parti dans un jeu stérile de savoir qui « lave plus à gauche que la gauche » pour paraphraser Coluche. Ils nous laissent ainsi l'amère impression que la valeur suprême dont ils se font les apôtres ne vient qu'au second plan derrière la réussite de leur croisade individuelle.



C'est pourtant cette union qui avait permis à la gauche de prendre le pouvoir à une droite qui avait régné sans partage sur la cinquième République. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer aujourd'hui, sa réalisation fut très loin d'être simple. Les circonstances historiques qui l'avaient entourée, les traditions et la force des partis en présence et le poids des personnalités de leurs leaders rendaient la chose plus qu'improbable aux yeux de tous. Il a fallu aux hommes de cette époque l'intelligence et le courage de dépasser les rancœurs accumulées dans les luttes sociales et politiques, les rivalités partisans et militantes, et les ambitions individuelles au nom d'un bien commun républicain.

Aujourd'hui, les problèmes que rencontre la droite pour se réunir autour de leur candidat mis à mal par des comportements qui, même s'ils sont légaux, rendent sa crédibilité durablement invalidée sur le plan de l'éthique politique que l'on est en droit d'exiger d'un candidat à l'investiture suprême. La « gauche » a ainsi une opportunité inouïe : il serait gravement coupable de ne pas la saisir face à une extrême-droite qui, se nourrissant de la décomposition interne des Républicains et des jeux stériles politiques, devient une menace réelle car crédible d'accès au pouvoir.

On assiste, malheureusement à gauche, à une perspective inverse : celle d'un fossé qui se creuse de plus en plus profond entre des personnes qui, pourtant, sont nées dans la même famille, le parti

socialiste, qui leur a permis d'obtenir leurs divers mandats et (ou) postes ministériels et qui se réclament des mêmes « ancêtres », Mitterrand ou Rocard. Leur seul point commun semble résider dans une critique commune de l'action d'un quinquennat qu'ils ont contribué, eux-mêmes pour une large part, à rendre illisible et impuissante.

A ce jeu-là, nous ne saurons probablement plus demain ce que pourrait être la « gauche ». Par contre nous avons de fortes chances que la droite, la « vraie » nous renseigne clairement sur ce qu'elle est. Il sera alors trop tard pour pleurer et s'abriter derrière une responsabilité qui viendrait des autres.

**Dernières infos :** alors que nous bouclions ce numéro, de nouvelles actualités sont arrivées. D'abord des dynamiques d'alliance voient le jour comme si la prise de conscience de la nécessité de l'union préférée aux ambitions individuelles portait enfin ses fruits. Yannick Jadot s'est rallié à Benoit Hamon et un rendez-vous est fixé avec Jean Luc Mélenchon pour le début du mois de mars. François Bayrou, de son côté, a rejoint Emmanuel Macron, ainsi que François de Rugy. Le premier engagement de leur alliance porte sur les règles de moralisation de la vie publique. Réjouissons-nous que la gouvernance politique soit la priorité de leur programme politique.



Du côté de la droite, l'immoralité assumée continue sa route. François Fillon fait fi désormais de son engagement à se retirer en cas de mise en examen : il récuse toute dépendance à la justice en revendiquant de ne se sentir « responsable que devant les français ». Marine le Pen, de son côté, refuse de se rendre à la convocation de la police judiciaire de Nanterre au prétexte que la campagne présidentielle ne devait pas être « perturbée par la justice » : elle n'y voyait aucun inconvénient, bien au contraire, lorsque cela concernait le candidat républicain. Comment prétendre accéder à la fonction suprême de chef d'Etat, c'est à dire de garant des institutions, lorsque l'on bafoue ainsi l'un des fondements de la

République, c'est-à-dire la Justice, en lui dictant ses lois et en lui imposant ses calendriers. Elle prétexte également de son immunité parlementaire : preuve est que la candidate « antisystème » sait utiliser le système quand ça l'arrange.

## Horizon 2020

Jean MAILLET

Alors que nos regards sont portés sur les prochaines échéances présidentielles et législatives, n'est-il pas temps de lever le nez et de voir plus loin, vers une échéance où les citoyens ne manqueront pas de s'exprimer... Et plus encore de s'impliquer... les prochaines élections municipales, la mandature 2020-2026.



Affiche du film « La belle équipe »

Dès cet été s'ouvrira une séquence sans échéance électorale qui ira jusqu'à mars 2020.

Les élus et leurs équipes vont donc disposer du temps utile pour finir de mettre en place les compétences, les organisations, adapter les projets que les réformes territoriales engagées ces 5 dernières années ont fait fortement évoluer.

Entre autres « nouveautés » les lois NOTRe et Maptam ont fait évoluer les périmètres intercommunaux, précisé les compétences de chaque niveau de collectivité et renforcé la possibilité pour les élus d'associer à l'élaboration des politiques publiques locales les habitants au travers de conseils de développement devenu obligatoires dans les PETR (pole d'équilibre territoriaux ruraux) les EPCI (établissement public de coopération intercommunale) de plus de 20.000 habitants.

Depuis toujours, mais particulièrement ces dernières années, les citoyens sont actifs et profitent de la loi de 1901 pour organiser de multiples expériences, particulièrement aujourd'hui sur tout ce qui touche aux questions de transition, écologique, énergétique, économique,... et démocratique.

Les citoyens renforcent ce faisant leur « pouvoir d'agir » et prennent en mains de multiples actions que les collectivités n'ont pas la possibilité de déployer, faute parfois de moyens mais aussi faute d'ambition ou d'imagination.

Profitions de la période 2017 à 2020 pour expérimenter de nouveaux modes de relations entre citoyens/habitants et élus.

Imaginons de nouveaux modes de faire entre les élus, ceux des intercommunalités qui ont aujourd'hui l'essentiel des compétences et des moyens, les élus communaux, en particulier les conseillers municipaux « de base » qui sont aujourd'hui bien éloignés des véritables centres de décision mais qui restent des relais essentiels avec les habitants. Ces derniers, les habitants, qui ne demandent qu'à comprendre et à agir.

Repérons dans les territoires les projets, les expériences qui fonctionnent et voyons comment les importer, les adapter pour améliorer le vivre ensemble local.

Tentons dès maintenant de les faire vivre, il en est déjà qui y arrivent ici comme ailleurs, multiplions-les et surtout tissons les liens qui les fassent fonctionner ensemble.

Préparons ce qui pourrait être un projet citoyen pour la commune et l'intercommunalité en vue de la prochaine mandature 2020-2026.

Face au désamour actuel qui frappe nos hommes (et nos femmes) politiques, ce serait, en l'absence de l'homme providentiel qui n'existe pas, une belle réponse de tous au bénéfice de tous et de chacun

## Fillon trublion

### Jean Paul BORE

L'affaire Fillon n'est pas un nuage tombant d'un ciel serein. Sans doute est-ce la raison de la prudence de beaucoup à réagir tant au plan national que local. Certes, les faits sont immoraux. Cependant, Si Fillon n'avait pas été candidat il n'y aurait pas d'affaire. Il faut donc regarder derrière la façade. Tout était réglé

avant la surprise des primaires de la droite. Alain Juppé était à coup sûr le champion. Il offrait un avantage certain. Fusil à un coup, il permettait d'une part de faire passer toutes les pilules et d'autre part cela laissait le temps aux jeunes couteaux de s'aiguiser pour la suite.

## FRANÇOIS FILLON FAIRE



François FILLON : « Faire », Albin Michel, 2015

Or, ce trublion de Fillon est venu tout chambouler avec ses prétentions thatchériennes et reaganiennes pour la France. Des voix se sont élevées à droite redoutant les effets boomerang de conflits sociaux à répétition, pouvant très vite la reléguer au second plan pendant longtemps. Alors les cris d'orfraie contre la gauche coupable du grand déballage sonnent faux. Les tonton et tatie flingueurs ont bon dos.

En fait, la partie de la droite encore républicaine redoute l'hypothèse FN, bien que l'actualité montre que ses responsables ont aussi la main dans la confiture. Ces Républicains lucides ont sans doute en mémoire cette phrase glacée des tenants de la finance dans les années 30 « *plutôt Hitler que le Front populaire* » que certains de leurs prédécesseurs s'étaient aventurés à soutenir avec les conséquences que nous connaissons.

Or le tapis se déroule inexorablement. Nos élites perdent peu à peu toute crédibilité, les scandales se succèdent, des programmes politiques pour certains démagogiques, attisent les peurs et les rejets et la pire c'est qu'ils peuvent entraîner l'élection de leurs promoteurs tel Donald Trump, ami de Poutine et de Marine le Pen...

La question que doivent se poser les progressistes est la suivante : Qu'est-ce qui se prépare ainsi avec l'opportunité de l'affaire Fillon ? Une recomposition à grande échelle pour sauver les intérêts supérieurs de

la finance, quitte à changer de monture. Du coup Macron, dont peu de monde a saisi le projet, devenu le meilleur attrape-tout en quelques semaines, a toutes ses chances grâce à une gauche en lambeau et des millions d'entre nous sur le bord des urnes. Incapable de se positionner sur l'essentiel qui devrait pourtant la rassembler, la gauche attise ses divisions, renvoi le même Macron avec une partie d'elle-même chez la droite, rendant impossible tout dépassement des clivages politiques, pourtant souhaité par une très grande majorité de nos concitoyens. Ainsi, elle se rend inéligible.

En restant dans une course à la radicalité autour du seul bricolage économique et le nez dans le guidon d'une laïcité menacée, pour cause d'utilisation sans vergogne à des fins électorales par la plupart des prétendants, la gauche perd la boussole et sa raison d'être

Bien que la question économique ne soit pas seconde au regard de la situation de l'emploi, un candidat à la présidence de la 5<sup>ème</sup> puissance de la planète doit porter une autre ambition.

Que dirait Jaurès cette gauche absente du combat pour la Paix et les Valeurs humanistes, lui qui en est mort ? Car au fond, qu'est-ce qui peut rassembler un peuple qui ne mérite vraiment pas ce qui lui arrive ? Qu'est-ce qui peut donner l'espoir de cet avenir pour lequel nos prédécesseurs ont tant sacrifié ?

Un peuple est d'autant plus fort pour tout affronter qu'il est uni autour d'un projet, d'une vision claire de son avenir. C'est ce qui manque cruellement à la France dans un monde fragilisé comme jamais qui nous fait craindre le pire.

2 février 2017

## L'immédiateté.

### Gérard DORIVAL

C'est un lieu commun que de faire référence à l'évolution considérable à travers les siècles des moyens de communication dans le domaine des transports, de la diligence au TGV et à l'aviation supersonique, mais il est encore plus probant d'analyser les révolutions successives connues en matière de télécommunications.

Sans remonter au parchemin, à la plume d'oie, aux minutes notariales, aux lenteurs du télégraphe, du « pneu », du téléphone fixe via l'« opératrice » du 22

à Asnières, puis le désuet minitel, ont fait place en quelques décennies au fax, au téléphone portable, à internet, aux emails, aux textos, aux réseaux dits sociaux et aux tablettes, en attendant plus et mieux. L'évolution technologique est exceptionnelle et remarquable mais les conséquences mesurables en termes d'efficacité et de rapidité doivent être relativisées eu égard aux écueils tendus par l'interactivité et l'immédiateté



Benjamin RABIER : « Le lièvre et la tortue »

La Justice est jugée négativement, du fait de ses longueurs, excessives par manque criant de logistique, mais elle aménage le temps de la confrontation contradictoire et de la réflexion, hors les controversées « comparutions immédiates », ce que la communication d'aujourd'hui ne fait plus.

L'urgence spontanée et l'immédiateté, sans traçabilité ni recul, sont devenues la norme, comme le « changement » .....

Il suffit de fréquenter Twitter ou Facebook, pour constater les méfaits de l'immédiateté et du raccourci : Marcel Gauchet y décèle le refus des divergences, du compromis et de toute règle majoritaire ; la conviction que « seul mon avis compte » peut aller jusqu'à une espèce de nietzschéisme.

La multiplication des « fakes », mensonges fabriqués pour être largement diffusés, et le phénomène de « post-vérité », ou de « vérité alternative » (!) accroissent la crédulité spontanée, parfois fugace, mais s'ils ne réussissent pas à convaincre pleinement, font au moins douter.

Les médias, pour beaucoup d'entre eux, contribuent, par l'exigence du « buzz », à l'évènementiel créant l'émotion instantanée et superficielle, l'enchaînement désordonné des conjonctures diverses autorisant peu l'approfondissement.

La concurrence pour être le premier à sortir un scoop va très loin, au mépris souvent de la vérification de l'info. N'est pas le « Canard Enchaîné » qui veut, lui qui prend le temps d'instruire et n'est pratiquement jamais mis en défaut.

Les sondages d'opinion y perdent leur crédibilité, les expressions d'avis étant volatiles, émotionnelles et variables : l'immédiateté a pris le pas sur la mise en avant de positions réfléchies.

Le vote politique devenu versatile, au détriment de convictions ancrées ou d'une simple volonté d'alternance, est ainsi en partie le fruit d'une spontanéité souvent mue par le rejet plus que l'adhésion.

La revendication « légitime » appelle désormais satisfaction immédiate.

L'immédiateté se conjugue en effet souvent aussi avec le « dédagisme », qui a fait florès ces derniers temps : quelle jubilation de voter « contre » et d'éliminer, sans recul, et sans mesure, qu'importe les conséquences, quitte, dans le déni, à ouvrir la voie à des extrêmes, aux aguets d'un rejet général.

Toujours vite plutôt que bien. L'immédiat est devenu un crédo, la vitesse absolue étant sacralisée par rapport à la lenteur relative.

D'aucuns firent l'éloge de la paresse. Je pourrais être tenté par l'éloge de la lenteur. J'entends d'ici les ricanements goguenards des Usain Bolt et Sébastien Loeb de la vie courante. On peut vivre à 100 % sans pour autant vivre à 100 à l'heure. Ralentir et trouver son rythme idéal. Montpellier 2020, dès l'origine, a inscrit "Slow Ville" dans ses perspectives.

## Raymond Dugrand nous a quittés



Raymond Dugrand et Georges Frêche (0530\_GF\_Dugrand.jpg)

Raymond Dugrand fut un des grands architectes de notre Montpellier actuel. Il nous a quittés au milieu de ce mois de février. Nous lui rendrons un plus ample hommage dans notre numéro d'avril.

## Notes de lecture :

### ***"Vivre est le métier que je veux leur apprendre"***

**Jean Pierre FAYE**

Jean Pierre Faye, figure montpelliéraine bien connue, notamment dans les milieux sportifs, vient de publier un petit ouvrage qui entend nous faire réfléchir sur nos sociétés en nous proposant un autre « art de vivre » basée sur une force de vivre et une envie de vivre. Il s'oppose ainsi aussi bien au pessimisme complaisant dont on envahit nos pensées qu'aux courses individualistes vers l'acquisition d'objets matériels garantie promise de réussite illusoire. Le sport et la culture en constituent deux outils fondamentaux qu'il est important de savoir transmettre dès le plus jeune âge. Pour cela les collectivités territoriales ont une responsabilité première : ce sont elles qui peuvent créer les conditions de leur véritable mise en œuvre.



Les pratiques sportives et culturelles initient à d'autres modèles de vie démocratique car elles se fondent en général sur dynamiques associatives : Elles permettent de développer d'autres intelligences que les seuls modèles technico-mathématiques trop souvent présentées comme les seuls ouvrant à la réussite sociale. Elles constituent un complément intéressant aux seuls savoirs scolaires et constituent ainsi une chance de motivation pour des jeunes que l'exclusion sociale ou le manque de réussite risquent d'entraîner vers une marginalisation dans le rapport au système éducatif. Cet « art de vivre » constitue, ainsi, le meilleur rempart idéologique face aux poussées idéologiques qui tuent le lien social aussi bien dans des replis autoritaristes nationalistes

apeurés que dans des courses néo-libérales effrénées à la consommation.

Jean Pierre Faye soutient ardemment les grands projets tels les Jeux de 2024 ou l'Exposition de 2025 car ils permettent « liaison inter-nourricière » entre l'éducation, le sport, la culture et l'économie ». Ils associent les savoir-faire économiques, technologiques ou numériques à ceux que les jeunes imaginent chaque jour dans des pratiques culturelles et sportives.

NB - Jean Pierre Faye anime le site « Sportculture 2020 » (<http://www.sportculture2020.fr/wordpress/>) et le magazine « SPORTMAG ». Le nouvel ouvrage qu'il vient de publier est disponible chez Sauramps ou à la Librairie Presse de la Roqueturière (4 euros)

## INFORMATIONS : conférence de Presse de MTP 2020

Montpellier 2020 vous invite à la conférence de presse qu'elle organisera **le vendredi 3 Mars à 11h au Club de la Presse**, Place du Nombre d'Or à Montpellier. Nous y présenterons le travail de réflexion critique, quatre ans après et à mi-mandat d'exercice de l'équipe en place, sur les propositions d'actions municipales et métropolitaines que nous avons présentées dans notre premier ouvrage « Sursaut » en 2012



. Nous l'avons construit à partir de quelques questions simples :

- Etaient-elles pertinentes ?

- Doivent-elles être amendées ou confortées ?
- Quelles sont celles qui ont été mises en œuvre par l'exécutif élu ?
- Quelles nouvelles propositions peuvent émerger ?

## RENDEZ-VOUS : « Vidéo-psy »

Les journées de « Vidéo-psy » sont organisées chaque année depuis 29 ans par l'association le CRAPS et le CHRU de Montpellier. Elles sont ouvertes librement au public.

Elles se dérouleront cette année les 21, 22 et 23 mars sur le thème : *Un peu, beaucoup, passionnément, à la folie !* ». Elles traiteront de l'amour, de la folie, de l'emprise, de la passion, du crime, de la radicalisation ... autant de sujets d'une brûlante actualité.

Rendez-vous au Centre de Formation aux métiers de la santé, 1146 avenue du Père Soulas à Montpellier. Pour de plus amples renseignements : [www.video-psy.com](http://www.video-psy.com)

## RAPPEL :

Plus que jamais nous rappelons que **cette « Lettre » doit être l'affaire de tous** ... N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : [mentor.jch@numericable.fr](mailto:mentor.jch@numericable.fr).

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site

[www.montpellier-2020.fr](http://www.montpellier-2020.fr)

vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de notre journée de Narbonne, des

comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

**BULLETIN D'ADHESION**

**Monsieur, Madame ou raison sociale :**

**Profession ou statut social :**

**Habitant**

**Code postal :**

**Ville :**

**Téléphone :**

**Mail :**

**s'acquitte de la somme de 25 €**

**au titre de l'année 2017 et est membre de  
l'Association MONTPELLIER 2020**

Payable par chèque à l'ordre de « **association  
Montpellier 2020** »

Adresser à **2 rue Jeanne d'Arc, MONTPELLIER,  
34000**

**Fait** à :  
**le :**

**Signature :**